

REGLEMENT N° 580-P
PROJET DE RÈGLEMENT CONCERNANT LA REMUNERATION ET
L'ALLOCATION DE DÉPENSES DES ELUS MUNICIPAUX 2026

- ATTENDU QUE** conformément à l'article 2 de la Loi sur le traitement des élus municipaux, le conseil d'une municipalité peut fixer la rémunération de son maire et de ses autres membres;
- ATTENDU QUE** la Municipalité verse actuellement une somme totale annuelle pour 2025 de 24 462.19\$ au maire et de 8154.03\$ pour chacun des conseillers ;
- EN CONSEQUENCE,** il est proposé par monsieur Stephan Simoneau

ET UNANIMEMENT RESOLU que le règlement portant le numéro 580-P est et soit adopté, et qu'il soit décrété par ce règlement, ce qui suit :

- Article 1 TTTRE
Le présent règlement porte le titre de « Projet de règlement concernant la rémunération et l'allocation de dépenses des élus municipaux 2026 ».
- Article 2 PRÉAMBULE
Le préambule fait partie intégrante du présent règlement.
- Article 3 TERMINOLOGIE
- | | | |
|-----|----------------------------------|---|
| 3.1 | Rémunération mensuelle de base : | traitement offert au maire et aux conseillers en guise de salaire pour les services rendus à la Municipalité. |
| 3.2 | Allocation de dépenses : | montant égal à la moitié du montant de la rémunération mensuel. |
| 3.3 | Rencontre préparatoire : | rencontre du Conseil faite dans le but de préparer la séance ordinaire du Conseil. |
| 3.4 | Séance ordinaire : | séance du Conseil prévue à l'horaire annuel des séances ordinaire. |
| 3.5 | Séance extraordinaire : | séance du Conseil non prévue à l'horaire annuel des séances ordinaires. |
| 3.6 | Remboursement de dépenses : | signifie le remboursement d'un montant d'argent à la suite des dépenses réelles occasionnées pour le compte de la municipalité par l'un des membres du conseil. |
- Article 4 RÉMUNÉRATION MENSUELLE DE BASE POUR LE MAIRE
Pour l'exercice financier 2026, la rémunération mensuelle de base pour le maire est fixée à 465.00\$, 465.00\$ pour la présence lors de la rencontre préparatoire mensuelle, 465.00\$ pour la présence lors de la séance publique mensuelle et 46.50\$ pour les séances extraordinaires hors d'une autre séance.
- Article 5 RÉMUNÉRATION DE BASE DES CONSEILLERS
Pour l'exercice financier 2026, la rémunération mensuelle de base pour le maire est fixée à 155.00\$, 155.00\$ pour la présence lors de la rencontre préparatoire mensuelle et 155.00\$ pour la présence lors de la séance publique mensuelle et 15.50\$ pour les séances extraordinaires hors d'une autre séance.
- Article 6 ABSENCES
Les membres du Conseil pourront bénéficier d'une absence par année civile lors d'une séance préparatoire mensuelle et d'une séance publique mensuelle.

Article 7 ALLOCATION DE DÉPENSES

Tout membre du conseil de la Municipalité reçoit, en plus de la rémunération mensuelle ci-haut mentionnée, une allocation de dépenses d'un montant égal à la moitié du montant de la rémunération totale mensuelle décrétée selon l'article 4 pour le maire et l'article 5 pour chacun de conseillers, conformément à l'article 19 de la Loi sur le traitement des élus municipaux. Cette allocation est versée à titre de dédommagement pour la partie des dépenses inhérentes à la fonction que le membre ne se fait pas rembourser conformément au chapitre III de cette même loi.

Article 7 PRÉSENCES AUX COMITÉS

Tout membre du conseil de la Municipalité devra participer de façon équitable aux différents comités de la municipalité.

Article 8 INDEXATION DE LA RÉMUNÉRATION DU MAIRE ET DES CONSEILLERS

Pour les années subséquentes, le montant mentionné aux articles 4, 5, 6 et 7 seront indexés à la hausse pour chaque exercice financier, conformément à l'indice des prix à la consommation établi annuellement par Statistique Canada.

Article 9 LES MODALITÉS DE VERSEMENT

La rémunération décrétée selon les articles 4, 5, 6 et 7 sera versée à chacun des membres du conseil municipal vers le 31 mars, le 30 juin, le 30 septembre et le 31 décembre de chaque année.

Article 10 REMBOURSEMENT DES DÉPENSES : AUTORISATION PRÉALABLE

Chaque membre du conseil peut recevoir un remboursement de dépenses d'actes pour le compte de la municipalité pourvu qu'une autorisation préalable à poser l'acte et à fixer la dépense soit donnée par le conseil.

Tout remboursement de dépenses doit être appuyé des pièces justificatives.

Article 11 ABROGATION DES RÈGLEMENTS ANTÉRIEURS

Le présent règlement annule et remplace tous les règlements antérieurs concernant la rémunération des élus municipaux.

Article 12 ENTRÉE EN VIGUEUR

Le présent règlement entrera en vigueur le 1^{er} janvier 2026 conformément à la loi.

ADOPTÉ À SAINT-FABIEN PAR LA RÉSOLUTION NO 202509-003
CE 8^E JOUR DU MOIS DE SEPTEMBRE 2025.

Mario Beauchesne,
Maire

Yves Galbrand,
Directeur général et greffier-trésorier